



Assemblée générale

Distr. générale
25 août 1998
Français
Original: anglais

Assemblée générale

Point 111 de l'ordre du jour provisoire*

Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi conformément au paragraphe 24 de la résolution 52/111 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1997, comme complément au rapport que le Secrétaire général a soumis au Conseil économique et social à sa session de fond de 1998 (E/1998/51).

II. Mise en oeuvre du Programme d'action par le système des Nations Unies

A. Activités du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard
des dispositions de la Convention internationale
sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale**

2. Comme suite à la résolution 48/91 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, par laquelle l'Assemblée a proclamé la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et à sa résolution 49/146, en date du 23 décembre 1994, par laquelle elle a adopté le Programme d'action révisé pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et conformément à la recommandation qu'elle a formulée au paragraphe 10 de sa résolution 51/81 en date du 12 décembre 1996, le Centre pour les droits de l'homme, en coopération avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union internationale des télécommunications et d'autres organismes compétents des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les fournisseurs de services Internet, a organisé un séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

3. Ce séminaire, qui s'est tenu à Genève du 10 au 14 novembre 1997, devait permettre de trouver les moyens de veiller à ce qu'on fasse un usage responsable de l'Internet

* A/53/150.

(voir E/CN.4/1998/77/Add.2). Son ordre du jour, qui coïncidait avec les thèmes des documents d'information établis et présentés par des experts était le suivant :

- a) Racisme et discrimination raciale sur l'Internet;
- b) Interdiction de la propagande raciste sur l'Internet : aspects juridiques, mesures nationales;
- c) Aspects techniques du filtrage de la propagande raciste sur l'Internet : mesures nationales;
- d) Aspects techniques du filtrage de la propagande raciste sur l'Internet : mesures internationales;
- e) Interdiction de la propagande raciste sur l'Internet : aspects juridiques, mesures internationales;
- f) Éléments d'un code de conduite et de déontologie concernant l'affichage de documents sur l'Internet.

4. Les participants au séminaire ont regretté profondément et condamné avec vigueur le fait que certains groupes et particuliers utilisaient l'Internet pour diffuser une propagande raciste et des propos haineux, en violation du droit international, et ont recommandé :

- a) De constituer un groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un projet de directives touchant l'utilisation éthique de l'Internet;
- b) Que la Commission des droits de l'homme examine la possibilité de créer un groupe consultatif en vue d'établir un rapport dans le cadre de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;
- c) De formuler un code de conduite pour les utilisateurs du réseau et les fournisseurs de services Internet et, à cette fin, d'examiner la question de savoir qui serait chargé d'établir le code et comment le code serait établi;
- d) De renforcer les sites ONU sur l'Internet, en particulier celui du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, afin d'aider les populations insuffisamment dotées de ressources;
- e) Que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale mentionne l'Internet lorsqu'il examinerait les rapports des États parties;
- f) D'utiliser l'Internet comme moyen éducatif pour combattre la propagande raciste, empêcher de répandre les doctrines et pratiques racistes et promouvoir la compréhension mutuelle;
- g) Que les organismes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies ainsi que les organisations internationales et non gouvernementales intéressées s'occu-

pent de la question de l'accès à l'Internet dans les pays et entre eux;

h) Que les pays modifient, le cas échéant, les lois qu'ils ont adoptées pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale de manière à pouvoir les appliquer à l'Internet;

i) Que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies poursuivent leur coopération et adoptent des mesures juridiques internationales conformément à leurs obligations au regard du droit international afin d'interdire le racisme sur l'Internet tout en respectant les droits individuels tels que la liberté d'expression.

Séminaire sur l'immigration, le racisme et la discrimination raciale

5. Dans le cadre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/146), le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a organisé un séminaire sur l'immigration, le racisme et la discrimination raciale, qui s'est tenu à Genève du 5 au 9 mai 1997. L'objet du séminaire était d'examiner les différentes formes de racisme et de discrimination raciale avec lesquelles les immigrants sont actuellement aux prises et de recommander des solutions appropriées (voir E/CN.4/1998/77/Add.1).

6. Les thèmes ci-après ont été examinés à la lumière de documents établis par des experts :

- a) Formes et manifestations contemporaines du racisme et de la discrimination raciale;
- b) Mondialisation et immigration;
- c) Protection nationale et internationale des immigrants;
- d) Protection des immigrants contre la discrimination dans l'emploi;
- e) Intégration et/ou préservation de l'identité culturelle des immigrants dans les pays d'accueil.

7. Certains experts ont exprimé les réserves de leur gouvernement quant à l'adhésion aux conclusions et recommandations du séminaire. Des participants ont regretté l'absence d'un grand nombre de pays les plus concernés par les thèmes dont le Séminaire avait débattu et se sont félicités du rôle joué par les organisations non gouvernementales et les syndicats. Le séminaire a notamment recommandé :

- a) Que les gouvernements veillent à intégrer et/ou préserver l'identité culturelle des immigrants dans les pays

d'accueil, à respecter les choix culturels de chacun et à investir dans des programmes d'enseignement de type scolaire et non scolaire, qui sont un moyen efficace de promouvoir la compréhension culturelle;

b) De lancer une campagne mondiale d'information, d'éducation et de promotion en vue de mettre en vigueur la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et d'engager les gouvernements à ratifier et à appliquer ladite Convention ainsi que les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail;

c) Que l'Assemblée générale organise des manifestations spéciales à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la perspective de la Conférence mondiale contre le racisme, et qu'elle mette en place un forum international des associations de migrants afin de favoriser leur participation et leur contribution concrètes à ces événements;

d) Que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'enquiert auprès du Comité de l'ONU pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance des mesures prises par les gouvernements des pays d'accueil pour former les responsables de l'application des lois en matière de non-discrimination, conformément aux articles premier et 2 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois;

e) Que l'UNESCO s'emploie, en coopération avec les gouvernements, à établir des équivalences internationales entre les diplômes nationaux de manière à permettre aux personnes immigrées d'accéder à des emplois correspondant à leurs qualifications, et ce à égalité de rémunération et de promotion.

Étude des facteurs économiques qui contribuent à perpétuer le racisme, la xénophobie et d'autres formes de discrimination

8. Dans sa résolution 49/146, l'Assemblée générale a approuvé le Programme d'action révisé pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui devait être appliqué entre 1993 et 2003. Dans le cadre de ce programme, le Secrétaire général a été invité à procéder à l'étude des facteurs économiques qui contribuent à perpétuer le racisme et la discrimination raciale. En outre, dans son rapport pour 1994, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a souligné que la discrimination raciale resurgissait dans le domaine économique du fait de la crise économique et de l'augmentation des taux de

chômage dans la plupart des pays (A/49/677, annexe, par. 112 et 113).

9. Cette étude doit permettre d'identifier les pratiques qui conduisent au dénuement ou à l'exclusion économique de minorités ethniques, raciales, nationales et linguistiques, ainsi que de populations autochtones et de migrants. Elle portera essentiellement sur la situation de différents pays de chacune des régions géographiques en matière d'emploi, d'éducation et de formation. Des recommandations concrètes y seront formulées à l'intention des gouvernements, et des mesures de discrimination positive et autres stratégies orientées vers l'action y seront proposées pour remédier aux problèmes qui se posent.

Équipe de projet sur le racisme

10. En réponse aux appels lancés par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social pour que soit assurée la coordination de l'ensemble des activités de la troisième Décennie, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a constitué en mars 1998 une équipe de projet sur le racisme qui encouragera les contacts avec les autres départements et institutions des Nations Unies et échangera des informations avec les États Membres et diverses autres organisations.

B. Activités du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

11. Le document de travail commun sur l'article 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (E/CN.4/Sub.2/1998/4) a été soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à sa cinquante-troisième session et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa cinquantième session. La Sous-Commission a pris note de ce document dont elle a souligné l'importance pour les futures activités de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, particulièrement en ce qui concerne les migrants et les populations déplacées.

12. L'objet de cette étude était d'analyser les rapports établis par les États parties à la Convention pour la période de trois ans allant de 1995 à 1997 et d'examiner les mesures prises par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'éducation en matière de droits de l'homme pour lutter contre la discrimination raciale, que ces États aient ou non ratifié la Convention.

13. Dans les conclusions et recommandations préliminaires qui figurent dans ce document, il est notamment souligné que

l'éducation en matière de droits de l'homme, mettant l'accent spécialement sur la discrimination raciale, ne devrait pas être limitée aux écoles et universités publiques et privées. Les enseignants, les conférenciers, les magistrats, les hauts fonctionnaires de l'administration et de l'État et les responsables de l'application des lois, notamment les membres des forces armées et des forces de sécurité, devaient également participer à des programmes spéciaux d'éducation et de formation portant particulièrement sur l'article 7 de la Convention. Les États parties étaient en outre invités à mettre au point et à appliquer de façon permanente, en coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, non seulement des programmes spécifiques, mais également des stratégies fondées sur les différents courants de culture et d'information et à prendre, dans les domaines de l'éducation et de l'information, des mesures concrètes visant à donner effet à l'article 7.

C. Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

14. Conformément au paragraphe 29 d) de la résolution 52/111 de l'Assemblée générale, par lequel l'Assemblée a décidé que la Commission des droits de l'homme ferait fonction de comité préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme procède à des études et présentera au comité préparatoire des recommandations concernant la Conférence et ses préparatifs.

D. Activités n'ayant pu être menées à bien en raison de l'insuffisance des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et de la discrimination raciale

15. Les activités ci-après, qui devaient être exécutées durant la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1993-2003) et qui ont été inscrites dans le Programme d'action révisé approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/146, n'ont pu être menées à bien en raison de l'insuffisance des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale.

Action à l'échelon international

16. L'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'organiser des réunions techniques et séminaires régionaux. Il était suggéré que ces séminaires portent notamment sur les thèmes suivants :

a) Séminaire sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et autres institutions judiciaires, y compris le droit à la réparation des dommages subis du fait de discrimination;

b) Séminaire sur la transmission des inégalités d'origine raciale d'une génération à l'autre, notamment en ce qui concerne les enfants des travailleurs migrants et l'apparition de nouvelles formes de ségrégation;

c) Séminaire sur la coopération internationale dans l'élimination de la discrimination raciale, y compris la coopération entre États, la contribution des organisations non gouvernementales, des institutions nationales et régionales et des organismes des Nations Unies, et les pétitions aux organes de suivi des traités;

d) Séminaire sur la promulgation de législations nationales pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale visant les groupes ethniques, les travailleurs migrants et les réfugiés dans le monde entier;

e) Séminaire sur les flux de réfugiés résultant de conflits ethniques ou de la restructuration politique de sociétés pluriethniques en mutation socioéconomique et leur lien avec le racisme dans les pays d'accueil;

f) Stage de formation sur la législation nationale interdisant la discrimination raciale, à l'intention à la fois de ressortissants de pays dotés d'une telle législation et de ressortissants de pays qui n'en sont pas dotés;

g) Des séminaires régionaux sur le nationalisme, l'ethnonationalisme et les droits de l'homme;

h) Séminaire à l'intention de spécialistes de l'enseignement et de la formation, y compris des représentants d'organisations non gouvernementales, organisé en coopération avec l'UNESCO et d'autres organismes compétents, dans le but de mettre au point des matériels d'enseignement et des cours de formation sur l'élimination des préjugés et la promotion de la tolérance, à l'usage des enseignants et autres personnes exerçant de l'influence.

Études et recherches fondamentales

17. Il avait été indiqué, au paragraphe 19 du Programme d'action révisé, que l'Assemblée générale pourrait déterminer l'importance que revêtait la préparation d'études sur le

racisme. Les études portant sur les aspects ci-après n'ont pas été entreprises :

- a) Intégration ou préservation de l'identité culturelle dans une société multiraciale ou multiethnique;
- b) Droits politiques, notamment en ce qui concerne la participation de divers groupes raciaux aux processus politiques et leur représentation dans les administrations publiques;
- c) Droits civils, notamment en ce qui concerne la migration, la nationalité et la liberté d'expression et d'association;
- d) Mesures éducatives visant à combattre la discrimination et les préjugés raciaux et à faire connaître les principes de l'Organisation des Nations Unies;
- e) Coûts socioéconomiques du racisme et de la discrimination raciale;
- f) Intégration mondiale et mécanismes nationaux de lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les domaines de l'immigration, de l'emploi, des salaires, du logement, de l'éducation et de la propriété des biens.

E. Activités à exécuter durant la troisième Décennie

18. Les activités suivantes doivent être menées à bien durant la troisième Décennie :

- a) Établissement, auprès du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, d'un centre de coordination de toutes les activités de la troisième Décennie contre le racisme et la discrimination raciale;
- b) Établissement d'un groupe de travail à composition non limitée, chargé d'examiner et de formuler des propositions à l'intention du comité préparatoire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;
- c) Organisation de réunions nationales et régionales de préparation de la Conférence mondiale, cinq consultants – un par région – devant être recrutés pour une durée de trois mois afin d'établir les documents d'information nécessaires;
- d) Mise au point, par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, d'une série d'études sur les préparatifs de la Conférence mondiale;
- e) Mise au point des études demandées par la Sous-Commission sur les préparatifs de la Conférence mondiale;

f) Établissement d'un répertoire de publications et d'autres matériels d'information sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

g) Organisation, en 1998, 1999, 2000 et 2001, de colloques, séminaires et consultations à l'échelle mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

19. Afin que les activités inscrites au Programme d'action pour la troisième Décennie puissent être menées à bien, il conviendrait que l'Assemblée générale étudie des propositions concrètes sur les moyens d'obtenir les ressources humaines et financières nécessaires, y compris, le cas échéant, par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et par des sources extrabudgétaires.

F. Situation du Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

20. Dans le paragraphe 27 de sa résolution 52/111, l'Assemblée générale demandait instamment à tous les gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers qui étaient en mesure de le faire de verser des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et, à cet effet, prié le Secrétaire général de continuer à prendre les contacts et les initiatives nécessaires pour les y encourager.

21. Au paragraphe 12 de la même résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il lui présenterait à sa cinquante-troisième session des propositions concrètes sur les moyens d'obtenir les ressources humaines et financières nécessaires à l'application du Programme d'action, y compris, le cas échéant, par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et par des sources extrabudgétaires.

22. Les contributions versées par la communauté internationale au Fonds d'affectation spéciale n'ont pas atteint le montant escompté. Seules quelques-unes des activités prévues pour la période allant de 1994 à 1998 ont donc pu être menées à bien. Compte tenu des ressources disponibles, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'exécution des activités à venir. L'état actuel des contribu-

tions versées au Fonds d'affectation spéciale est exposé en annexe au présent rapport.

Annexe

Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Contributions reçues des gouvernements depuis la création du Fonds d'affectation spéciale, au 12 août 1998

(En dollars des États-Unis)

<i>Pays</i>	<i>1985</i>	<i>1986</i>	<i>1987</i>	<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>	<i>1992</i>	<i>1993</i>	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>
Allemagne	4 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	—	1 000	—	—	—	—	—	5 000	—	—	—	—	—	—
Bahamas	—	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bangladesh	—	—	1 000	—	—	—	—	448,85	—	—	—	—	—	—
Belgique	1 500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cameroun	—	2 711	—	—	906	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Canada	—	2 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine	—	—	10 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chypre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 000
Danemark	8 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dominique	—	—	—	—	—	—	—	1 993	2 002	—	—	—	—	—
Espagne	1 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Finlande	5 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inde	—	—	10 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indonésie	—	—	—	—	2 500	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	4 000	—	10 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	—	—	10 000	—	—	—	6 000	—	—	—	—	—
Jamaïque	—	—	—	—	500	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Japon	—	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	—	10 000	10 000	10 000	10 000
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	5 934	—	—	—	—	—	—	—
Malaisie	—	—	—	—	—	—	—	500	—	—	—	—	—	—
Nigéria	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 000	—	—	—	—
Norvège	10 000	10 000	—	—	—	—	—	—	—	73 332	78 762	—	—	—

Pays	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Pays-Bas	-	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Corée	-	-	-	-	3 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Suède	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 997	-	-	-
Swaziland	-	-	-	-	760	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Tunisie	-	-	-	-	-	2 000	-	-	2 000	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 000
Total	34 500	34 711	32 500	20 500	27 666	12 000	15 934	199 041,85	20 002	75 332	96 759	10 000	10 000	16 000